

Déclaration des Forces Politiques et des Associations de la société civile congolaises en Europe

Déclaration signée

A Son Excellence, Monsieur le Président en exercice de l'OUA
Excellence,

Les Forces Politiques et les Associations de la Société civile, ci-dessous signataires de la présente déclaration, adressent leurs compliments à la Conférence au sommet de l'OUA, réunie en session ordinaire ce 09 juillet 2001 à LUSAKA en Zambie, qui consacre le passage de l'OUA à l'Union Africaine.

Malgré les progrès enregistrés dans l'évolution politique du continent, notamment pour la promotion de la Démocratie, la situation de crise profonde au Congo-Brazzaville, née du coup d'État de Monsieur Sassou Nguesso depuis le 15 octobre 1997, reste inchangée.

Le dialogue national sans exclusive qui devait consacrer le retour à la paix et à la démocratie, a été organisé selon les objectifs et les convenances du régime de Brazzaville ; contrairement aux dispositions de l'article 13 de "l'Accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités" du 29 décembre 1999, signé entre le Haut Commandement des Forces d'Autodéfense de la Résistance (FADR), mandaté par le Conseil National de la Résistance (CNR), et le pouvoir de Brazzaville.

Ce régime poursuit, dans une logique de fuite en avant, ses objectifs anti-démocratiques pour légitimer son pouvoir.

Il installe un système électoral qui exclut l'essentiel des Forces Politiques Nationales pour imposer au pays une Constitution anachronique et sur mesure, en vue d'avaliser sa dictature.

La sécurité des citoyens et les libertés fondamentales ne sont pas assurées. Des syndicalistes viennent d'être molestés pour avoir revendiqué leurs droits légitimes.

Les signataires de la présente déclaration attirent solennellement l'attention des chefs d'État et de gouvernement sur cette situation.

Pendant que l'ensemble du continent recherche de manière courageuse et responsable à réunir les conditions essentielles devant aider à la stabilisation de l'ensemble de l'Afrique, Monsieur Sassou Nguesso s'évertue à installer le Congo-Brazzaville dans une logique de violence et de guerre continues ; dont la conséquence est le maintien de l'instabilité en Afrique Centrale, dans la Région des Grands Lacs et en Afrique Australe.

Un Conseil National de Transition (CNT), instance non élue, a ratifié l'acte créant l'Union Africaine, en lieu et place du Parlement Congolais élu, dissout par le régime de Brazzaville.

Les Forces Politiques et les Associations de la Société civile signataires de la présente déclaration s'étonnent du mutisme de l'OUA sur la crise congolaise comparable, toutes proportions gardées~ au drame Rwandais.

Dans le même temps, l'OUA et la Communauté Internationale mettent tout en oeuvre pour obtenir la réconciliation nationale et le dialogue entre tous les protagonistes des conflits tels ceux de la République Démocratique du Congo, du Burundi, etc.

Les signataires de la présente déclaration comptent donc sur Son Excellence, Monsieur le Président en exercice de l'OUA et la Communauté Internationale pour créer les conditions d'un véritable retour à la paix, à la démocratie et à l'instauration d'un État de droit au Congo-Brazzaville. Ce qui réconcilierait tous les protagonistes de la crise congolaise.

Fait à Paris, le 05 juillet 2001

Le Collectif des Exilés et Démocrates Congolais de l'Extérieur :

Le Président : Jean Pierre MAKOUTA-MBOUKOU

Le Vice-Président : Nguila MOUNGOUNGA-NKOMBO

Le Rassemblement pour le Changement, Force novatrice :

Le Président : Modeste BOUKADIA

La Société civile :

Le Président : Altesse Royale Prince MATSÏONA-KÖNGO